

Unité Départementale Hérault  
DREAL Occitanie  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENTREPRISE LOPEZ**

44 avenue du Four à Chaux  
34260 La Tour-Sur-Orb

Références : UD34/H3/MT/2026-034  
Code AIOT : 0006605595

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement ENTREPRISE LOPEZ implanté 44 AV DU FOUR A CHAUX 34260 La Tour-sur-Orb. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPRISE LOPEZ
- 44 AV DU FOUR A CHAUX 34260 La Tour-sur-Orb
- Code AIOT : 0006605595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un centre de stockage de déchets inertes et de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 1.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Traçabilité des déchets entrants	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R.541-43, R541-43-1, et R.541-45	Demande d'action corrective	30 jours
5	Conformité des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans et cotes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25	Sans objet
3	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande des actions correctives portant sur la transmission sur Trackdéchets des données de réception de matériaux inertes, sur l'amélioration du contrôle et du tri des indésirables (résidus plastiques notamment) lors des réceptions de matériaux sur site, et sur la constitution de garanties financières (dont l'attestation de constitution est échue depuis 2023).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plans et cotes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans et cotes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation de décembre 2025 a été présenté. La hauteur du stockage d'amiante est de

<p>Le plan d'exploitation de décembre 2025 a été présenté. La hauteur du stockage d'amiante est de 13 mètres étant précisé que l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixe une hauteur maximale de 36 mètres. L'évaluation des capacités de stockage restantes figure dans le bilan annuel communiqué à la commission de suivi de site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Garanties financières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 1.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation du stockage des déchets non dangereux d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité est soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'attestation de cautionnement d'un montant de 43 790 euros, en date du 28 mars 2018, est échue depuis le 1<sup>er</sup> mars 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à la société Lopez de remettre une nouvelle attestation de constitution des garanties financières, après réactualisation de son montant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 3 : Suivi des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval. Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Le site ne dispose pas de piézomètres. En effet, une étude hydrogéologique réalisée en novembre 2012 à la demande de la DREAL, concluait:

"Compte tenu de la nature des formations géologiques en place et du contexte hydrogéologique local, la présence d'eaux souterraines sous le site de stockage semble très peu probable. En l'absence d'eau souterraine, la réalisation d'au moins 3 forages (1 en amont et 2 en aval du site de stockage) ne permettrait pas d'assurer la surveillance des eaux souterraines au droit du site de stockage. Nous conseillerons donc la SARL Entreprise LOPEZ dans le sens d'une vigilance à suivre pour le respect du milieu environnemental (respect des règles d'exploitation et de maîtrise de eaux superficielles) plus que dans le sens d'un réseau de suivi de la qualité des eaux souterraines étant donné la nature même des formations géologiques en place."

L'exploitant fait toutefois réaliser des analyses annuelles d'eaux superficielles en 3 points (amont et aval) du site. Les résultats des analyses menées en 2025 ne relèvent pas de présence de fibres d'amiante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Traçabilité des déchets entrants

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 26/02/2026, article R.541-43, R541-43-1, et R.541-45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Article R.541-43:

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L.541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la

valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

**Article R.541-43-1:**

Pour l'application du II de l'article L.541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

**Article R.541-45:**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

Les déchets réceptionnés font l'objet d'une pesée. Un registre de suivi, par tableur informatique, est tenu à jour, constituant le registre chronologique exigé aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement, et dont le contenu est fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement.

Les déchets d'amiante lié font l'objet d'un suivi par Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA) conformément à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Ils font également l'objet d'une déclaration sur Trackdéchets en application de l'article R.541-43.

Toutefois pour ce qui concerne les terres excavées, l'exploitant ne procède pas à la déclaration des réceptions sur le registre national Trackdéchets (ex RNDTS), ce qui correspond à un écart par rapport à l'exigence de l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre la déclaration des informations relatives à la réception des terres excavées sur Trackdéchets, afin de répondre aux exigences de l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 5 : Conformité des déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

Article 3:

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1<sup>er</sup> met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Article 5:

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p><u>Article 7:</u></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la conformité des déchets réceptionnés via les déclarations d'acceptation préalable, conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Il a été observé sur le casier dédié aux matériaux inertes, la présence de déchets d'enrobés.</p> <p>Pour ce type de déchets, l'exploitant s'assure par des résultats d'analyses, que ces déchets ne contiennent ni amiante ni goudron, conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté au droit du casier dédié à l'entreposage de matériaux inertes, la présence de résidus indésirables mélangés aux matériaux inertes, de type plastiques essentiellement, ou ferrailles. Il a été observé que des bennes sont prévues sur site, destinées à collecter les différents matériaux de ce type, issues d'un tri sur place, avant leur évacuation vers un site de traitement autorisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection estime qu'il est nécessaire que l'exploitant mette en place un tri plus poussé des indésirables réceptionnés en mélange, à l'occasion de la réception des chargements. En cas d'arrivée d'un chargement insuffisamment trié, l'exploitant devra refuser la réception sur le site. Il est demandé à la société Lopez d'indiquer en réponse au présent rapport les dispositions qu'il va mettre en œuvre à cet égard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>